



Visite de Xi Jinping en France

Les pierres d'achoppement s'accumulent sur le chemin de la coopération bilatérale

Marc JULIENNE

► Points clés

- Les 6 et 7 mai, le président chinois Xi Jinping effectuera une visite d'État en France, la première en Europe depuis 2019 et depuis la pandémie de Covid-19. Après la France, Xi se rendra en Serbie et en Hongrie.
- Emmanuel Macron et Xi Jinping célèbreront alors le soixantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques, dans une séquence de la relation bilatérale perçue officiellement comme positive de part et d'autre.
- Toutefois, sous le vernis diplomatique, les obstacles s'accumulent et les terrains de coopération se réduisent entre les deux pays.
- Quatre grands volets de coopération sont inscrits à l'ordre du jour de la visite : l'Ukraine, les relations économiques, les échanges humains et culturels, et les enjeux globaux. Les trois premiers connaissent d'ores et déjà d'importantes limites.
- Certaines questions, sensibles mais cruciales, restent absentes des discussions, mais devront pourtant être abordées tôt ou tard : le détroit de Taïwan, la maîtrise des armements nucléaires et les ingérences chinoises en Europe.

Les 6 et 7 mai, le président chinois Xi Jinping effectuera une visite d'État en France, la première en Europe depuis 2019 et depuis la pandémie de Covid-19. Emmanuel Macron et Xi Jinping célébreront alors le soixantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre leurs deux pays et l'amitié franco-chinoise, dans une séquence de la relation bilatérale perçue officiellement comme positive de part et d'autre, en particulier après la visite du président français en Chine en avril 2023. Toutefois, sous le vernis diplomatique, les obstacles s'accroissent et les terrains de coopération se réduisent entre les deux pays.

Parmi les quatre grands volets de coopération prévus à l'ordre du jour de la visite – les questions de sécurité internationale, les relations économiques, les échanges humains et culturels, et les enjeux globaux –, les trois premiers connaissent d'ores et déjà d'importantes limites. Au-delà de la relation strictement bilatérale, les deux chefs d'État portent des visions radicalement différentes sur et pour l'Europe. Enfin, certaines questions restent absentes des discussions, qui ne sont pas de nature à apaiser les tensions, mais qui pourtant devront être abordées tôt ou tard : le détroit de Taïwan, la maîtrise des armements nucléaires et les ingérences chinoises en Europe.

Ukraine : comprendre la position de la Chine

L'Ukraine demeure la priorité de la diplomatie française, qui considère comme existentielle la menace que la guerre fait peser sur la sécurité de l'Union européenne (UE).

Toutefois, les autorités françaises poursuivent deux objectifs qui s'avèrent finalement contradictoires : d'une part, convaincre Xi qu'il est dans son intérêt d'aider les Européens à faire pression sur Vladimir Poutine pour mettre fin à la guerre, et, d'autre part, dissuader le président chinois de livrer des armes à son ami russe. En somme, on

pense que Xi peut nous aider, mais en même temps on craint qu'il puisse aider Poutine.

Cette approche révèle un manque de compréhension des intérêts et de la stratégie de Pékin : la Chine, depuis le début de la guerre, fait tout son possible pour se tenir à distance du conflit. Elle n'a pas intérêt à s'impliquer davantage, ni dans le sens des Européens, ni dans le sens d'un

soutien militaire à la Russie. Pékin considère en outre très ouvertement que les Européens et Américains partagent une lourde responsabilité dans les « causes profondes » qui ont mené à ce conflit.

La Chine exonère donc implicitement Vladimir Poutine, sans toutefois cautionner l'invasion ni reconnaître les territoires revendiqués par le Kremlin comme russes (Crimée) ou indépendants (Donbass).

La Chine fait tout son possible pour se tenir à distance du conflit

Dans l'ensemble, la Chine considère que la guerre d'Ukraine ne la concerne pas et elle refuse de s'y impliquer. Des initiatives comme la publication de positions gouvernementales ou la désignation d'un envoyé spécial pour l'Eurasie visent à donner de la matière au récit officiel qui présente Pékin comme un acteur « neutre » et « constructif », mais n'ont pas pour finalité de peser réellement sur le conflit.

Cette analyse n'exclut pas, bien sûr, de dialoguer avec Pékin sur la question de la guerre, et notamment de rappeler à la partie chinoise les contradictions flagrantes de sa position entre la défense de la charte des Nations unies d'un côté et l'absence de condamnation de Vladimir Poutine de l'autre, entre la revendication d'être un acteur constructif, et l'absence d'action concrète, pas même sur le plan humanitaire.

Tensions sur l'économie

Sur le volet économique, l'âge d'or des grands contrats dans les secteurs de l'aéronautique, du nucléaire civil ou de l'automobile est révolu. Désormais, il s'agit d'arracher, après des mois de négociation ardue, l'ouverture du marché chinois pour l'exportation de produits agricoles, notamment la viande et les produits laitiers. Des contrats, certes importants, mais qui ne combleront pas le déficit commercial qui s'élevait à plus de 40 milliards d'euros en 2023.

De plus, des dissensions structurelles viennent perturber la relation. Il s'agit d'abord de la question des véhicules électriques chinois, dont la vague en passe de déferler sur le marché européen préoccupe tant les constructeurs français. Les Chinois tiennent la France pour instigatrice de l'enquête lancée par la Commission européenne sur les subventions au secteur en Chine.

Paris ne cache ni son soutien à la politique de « *de-risking* » de l'UE, ni sa crainte de voir les véhicules électriques chinois inonder le marché européen grâce à une compétitivité rendue possible par des pratiques déloyales. Toutefois, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen n'a pas attendu les supposées injonctions de Paris pour mettre en œuvre son agenda de « *de-risking* » face à la Chine, qui s'inscrit d'ailleurs dans la stratégie plus large de sécurité économique de l'UE, publiée en juin 2023. Du reste, l'enquête dans le secteur des véhicules électriques n'est qu'une des nombreuses mesures prises par la Commission ces derniers mois. Des investigations anti-subventions ont également été lancées dans les secteurs du solaire, de l'éolien et du ferroviaire, ainsi qu'une enquête sur l'accès aux marchés publics pour les matériels médicaux.

Quoi qu'il en soit, Pékin a lancé, en représailles, une enquête sur les subventions du secteur des eaux-de-vie de vin en Europe. Considérant que 96 % de ces alcools européens exportés vers la Chine proviennent de France, le message d'intimidation de Pékin contre Paris est reçu 5/5. Toutefois, officiellement, la Chine continue de nier tout lien entre l'enquête européenne sur les véhicules électriques et sa propre enquête sur les eaux-de-vie de vin, et réfute cibler la France, sans duper personne.

Le rôle de l'Europe

Cette visite a par ailleurs, bien sûr, une dimension européenne et illustre nettement les visions et ambitions contradictoires des deux chefs d'État pour l'Europe.

Emmanuel Macron fait preuve d'une grande constance sur ce plan, inscrivant la relation bilatérale avec la Chine dans le cadre européen. En mars 2019, lors de la dernière venue de Xi Jinping en France, le président français avait convié le président de la Commission Jean-Claude Juncker et la chancelière allemande Angela Merkel, pour un

échange à l'Élysée conclu par des déclarations conjointes devant la presse. La même année, en novembre, le commissaire européen au Commerce et la ministre allemande de l'Éducation et de la Recherche accompagnaient Emmanuel Macron lors d'un déplacement à Shanghai pour l'Exposition d'import-export.

Lors de sa visite d'État en Chine en avril 2023, il avait imposé une discussion trilatérale UE-Chine en présence de la présidente von der Leyen, venue spécialement pour l'occasion. Sans surprise, cette année encore, Emmanuel Macron a convié Ursula von der Leyen pour une discussion à l'Élysée dans le même format, qui se tiendra le 6 mai.

Il reste que ce message d'unité européenne envoyé à la Chine ne peut être crédible s'il n'est porté que par la France, et on ne peut que regretter l'absence de réciprocité de la part de l'Allemagne, ainsi que l'absence de dimension européenne lors de la visite du chancelier Olaf Scholz en Chine au mois d'avril.

De son côté, en choisissant la France, la Serbie et la Hongrie pour sa première tournée européenne depuis 2019, Xi Jinping dessine clairement sa stratégie à l'égard de l'Europe. La France est considérée pour son autonomie stratégique, comprise, à tort, comme une volonté de distanciation des États-Unis et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). En Serbie, le président chinois commémorera avec son homologue Aleksandar Vučić, le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade le 7 mai 1999 par des avions américains opérant dans le cadre de l'OTAN. Enfin, il effectuera une visite d'État de trois jours (un de plus qu'en France) en Hongrie, partenaire privilégié de Pékin dans l'UE et État membre le plus illibéral et le plus contestataire des institutions européennes. Le message envoyé par Xi Jinping est limpide : opposition à l'OTAN, lutte d'influence avec les Américains en Europe et soutien des régimes illibéraux.

Les sujets absents : détroit de Taïwan, arsenaux nucléaires et ingérences

Au moins trois sujets cruciaux sont absents, du moins publiquement, des échanges bilatéraux et de la visite d'État du président chinois.

Cette visite illustre les visions et ambitions contradictoires des deux chefs d'État pour l'Europe

Le détroit de Taïwan

Le premier concerne le détroit de Taïwan. Ce bras de mer de 180 kilomètres (km) à son plus large et de moins de 400 km de long voit transiter une part importante du commerce mondial. C'est une artère vitale pour les échanges et notamment pour les chaînes d'approvisionnement de l'UE et ses exportations vers l'Asie de l'Est.

Or, nul ne peut nier la dégradation objective de la situation sécuritaire dans la zone, quels qu'en soient les responsables. La France dispose d'une position constante sur la question de Taïwan depuis 1964 et la reconnaissance de la République populaire de Chine (RPC) aux dépens de la République de Chine basée à Taïwan. Cette position repose sur la politique d'une seule Chine, sur l'opposition à tout changement unilatéral du *statu quo* par la force et sur la promotion du règlement pacifique des différends.

Toutefois, Paris serait tout aussi fondé à verbaliser les préoccupations légitimes qu'elle a concernant la dégradation de l'environnement sécuritaire et les intérêts cruciaux qu'elle détient, ainsi que l'UE, sur cette voie de communication maritime internationale, et appeler au maintien de la paix et de la stabilité dans la région.

Nul ne peut nier la dégradation objective de la situation sécuritaire dans le détroit de Taïwan

La maîtrise des arsenaux nucléaires

Le second sujet inexistant dans l'espace public et qui, à vrai dire, sort difficilement des cercles d'experts, est l'augmentation drastique de l'arsenal nucléaire chinois. Diverses sources objectives (images satellitaires notamment) attestent de la construction d'environ 300 silos de missiles balistiques intercontinentaux dans le nord du pays, soit une multiplication par 15, pour un nombre désormais supérieur à celui de la Russie¹. Cette expansion de l'arsenal n'est accompagnée d'aucune communication de la part du Parti communiste chinois (PCC), laissant planer de sérieuses questions sur ses intentions.

La Chine est un État doté et membre du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), et il ne s'agit pas ici de remettre en question ce statut. Cependant, on peut légitimement lui demander des explications sur les motivations et les objectifs d'une telle inflation, venant d'un pays qui a toujours prôné le désarmement et revendiqué une dissuasion « minimale et limitée ». Sur ce point et plus largement sur la maîtrise des armements dans le contexte des menaces nucléaires proférées par la Russie, il est crucial de dialoguer avec la Chine, et la France est sans doute le membre du Conseil de sécurité le mieux placé pour engager ce dialogue. En effet, Pékin a trop de méfiance à l'égard des

1. M. Korda et H. Kristensen, « A Closer Look at China's Missile Silo Construction », Federation of American Scientists, 2 novembre 2021, disponible sur : <https://fas.org> ; M. Korda et H. Kristensen, « China Is Building A Second Nuclear Missile Silo Field », Federation of American Scientists, 26 juillet 2021, disponible sur : <https://fas.org>.

Américains dans ce domaine ; les Britanniques sont trop associés à ces derniers ; et la Russie est bien sûr exclue eu égard à son action de déstabilisation. La France, pour sa part, bénéficie d'une image de puissance indépendante et crédible en matière de dissuasion, et fait preuve d'une relative transparence quant à son arsenal et sa politique de dissuasion.

Les ingérences chinoises en Europe

Le troisième sujet est la question des ingérences chinoises en France métropolitaine et dans ses territoires d'outre-mer, ainsi que dans le reste de l'UE. En dépit de sa traditionnelle politique de non-ingérence dans les affaires intérieures d'États tiers, constamment revendiquée, les affaires d'espionnage, de corruption et d'influence émanant du PCC se multiplient de manière préoccupante.

L'organisation Safeguard Defenders a révélé en 2022 l'existence de 110 stations clandestines de la police chinoise à travers le monde, dont une trentaine dans l'UE et trois en France². Les magazines *Challenges* et *Envoyé Spécial* viennent d'ailleurs de révéler que la police chinoise avait échoué à rapatrier de force un dissident chinois en France, depuis l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle. Pour le seul mois d'avril 2024, on recense les plaintes d'un ex-sénateur et d'une députée français pour espionnage de leur matériel informatique³. En Belgique, la présidente de la Commission des affaires étrangères de la chambre des députés belges, Els Van Hoof, a également été la cible de l'espionnage de Pékin⁴. En Allemagne, trois ressortissants chinois ont été arrêtés pour espionnage, ainsi qu'un assistant de l'eurodéputé allemand Maximilian Krah, tête de liste de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) aux élections européennes⁵. La question des ingérences chinoises en Europe doit ainsi faire l'objet d'un dialogue franc avec Pékin au plus vite.

Les terrains de coopération à préserver et approfondir

Il reste des terrains de coopération qu'on ne peut se permettre de négliger à l'aube de la septième décennie de la relation bilatérale. Ce sont en particulier les échanges culturels et humains, ainsi que les enjeux globaux.

2. « 110 OVERSEAS: Chinese Transnational Policing Gone Wild », Safeguard Defenders, septembre 2022, disponible sur : <https://safeguarddefenders.com>.

3. J. André, « Victime de hackers chinois, l'ex-sénateur André Gattolin porte plainte », *Le Point*, 3 avril 2024, disponible sur : www.lepoint.fr.

4. J. P. Stroobants, « La Chine mise en cause à Bruxelles pour le piratage de l'ordinateur d'une parlementaire », *Le Monde*, 25 avril 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

5. « L'assistant d'un député européen arrêté pour espionnage en faveur de la Chine », *Le Soir*, 23 avril 2024, disponible sur : www.lesoir.be.

Les échanges culturels limités

Les échanges culturels et humains sont absolument nécessaires pour permettre aux sociétés de tisser des liens, indépendamment et au-delà des échanges officiels. Mais dans ce domaine également, on ne peut que déplorer les difficultés croissantes dans la coopération face à des exigences et une « politisation » de la culture toujours plus fortes de la part de Pékin. De plus, la Chine a perdu l'attractivité extraordinaire dont elle bénéficiait auprès des étudiants français il y a encore cinq ans.

Les enjeux globaux : un terrain d'entente décisif

Les enjeux globaux concernent en particulier la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité et des océans, ou encore la question du traitement de la dette des pays pauvres. La France est écoutée dans le monde sur ces enjeux et la Chine se montre elle-même ouverte et souvent constructive. Elle a présidé la COP15 sur la biodiversité, dont un sommet s'est tenu à Kunming en octobre 2021 et un second à Montréal en décembre 2022.

Au vu de la criticité de ces enjeux pour la planète, il est décisif pour la relation bilatérale et la gouvernance globale en général de poursuivre ces efforts. La coordination franco-chinoise sur ce dossier peut s'avérer décisive.

Marc Julienne est directeur du Centre Asie de l'Ifri. Ses travaux portent principalement sur la politique étrangère et de sécurité de la Chine.

Comment citer cette publication :

Marc Julienne, « Visite de Xi Jinping en France : les pierres d'achoppement s'accumulent sur le chemin de la coopération bilatérale », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 2 mai 2024.

ISBN : 979-10-373-0865-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : © Frederic Legrand – COMEO/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

